

ABOLISSONS FRONTEX

Stop au régime frontalier de l'UE

Frontex est une agence de la Commission européenne et est actuellement une actrice-clé dans la mise en pratique des politiques frontalières de l'Union européenne et dans ses plans stratégiques.

Elle s'est rendue responsable de violations systématiques des droits humains par le biais de ses opérations de déploiement et les refoulements; son implication dans les expulsions; sa coopération avec les pays tiers et son rôle dans le renforcement de la sécurité des frontières des États membres de l'UE.

Les politiques frontalières de l'UE sont intrinsèquement racistes et servent à renforcer les structures de pouvoir coloniales et capitalistes.

Il est temps d'abolir Frontex et le système qu'elle représente.

Depuis 1993, la politique militarisée de la forteresse Europe est responsable de la mort de plus de 40.555 personnes. Noyées en Méditerranée; abattues aux frontières; mortes suicidées dans des centres de détention, torturées et tuées après avoir été expulsées ; l'UE a du sang sur les mains.

FRONTEX, C'EST QUOI ?

Cette agence dont le siège est en Pologne et qui a débuté comme une petite agence européenne de plus, est devenue l'une des plus grandes et puissantes de l'Union européenne. En un peu plus de 15 ans le budget qui lui était alloué en 2005 par la Commission européenne a gonflé de plus

de 7.560 % pour atteindre 544 millions d'euros en 2021. Ce ne sont pas moins de 5,6 milliards d'euros qui lui sont alloués dans le cadre financier pluriannuel de l'UE (2021-2027). Frontex recrute une armée de gardes-frontières pouvant posséder et utiliser des armes à feu, et prévoit de disposer de 10 000 gardes d'ici 2027.

L'agence est désormais autorisée à acheter son propre équipement - tels que des navires, des hélicoptères et des drones - au profit des sociétés d'armements, de sécurité et de surveillance, entreprises ayant exercé leur influence tout au long de l'élaboration des politiques frontalières et de défense de l'UE grâce au lobbying.

#AbolishFrontex prend en compte et respecte tout le travail déjà effectué et en cours tant au niveau local, que national et international dans la lutte contre les frontières, l'expulsion, la détention et le racisme structurel.

Frontex agit également en tant qu'"agence de retour" de l'UE, coordonnant les vols d'expulsion conjoints depuis les pays de l'UE, initiant les expulsions, aidant les retours dits "volontaires" et faisant pression sur les pays tiers pour qu'ils réadmettent les réfugiés expulsés.

L'UE défend l'idée que Frontex est nécessaire pour faire face à la "menace" de l'immigration. Cependant dépeindre les personnes qui se déplacent comme une menace pour la sécurité ne fait qu'alimenter la montée des nationalismes, du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie.

NOS RENVEDICATIONS

- Abolir Frontex
- Régulariser les personnes en migration
- Arrêter toutes les expulsions
- Mettre fin à la détention
- Arrêter la militarisation des frontières (et le complexe militaro-industriel)
- Arrêter la surveillance des personnes en déplacement
- Renforcer la solidarité
- Mettre un terme au rôle de l'UE qui pousse les gens à se déplacer
- Liberté de circulation pour toutes et tous
- Stop au régime frontalier de l'UE

L'objectif de AbolissonsFrontex #AbolishFrontex n'est pas de réformer ou d'améliorer Frontex, ni de la remplacer par d'autres structures qui seraient analogues. Il s'agit plutôt de cibler les politiques et le système qui maintiennent Frontex en place. Nous nous mettons en action en vue d'un démantèlement de ce complexe militaro-industriel frontalier et de la mise en place d'une société dans laquelle les gens jouissent de la liberté de se déplacer et de vivre.

ABOLIR FRONTEX

- Mettre fin à toutes les opérations de Frontex
- Suspendre toutes les opérations de Frontex et retirer l'ensemble des présences de Frontex actuellement déployées.
- Arrêter les refoulements dits "push-backs" et les remorquages dits "pull-backs".
- Mener les États membres de l'UE à refuser leur participation aux missions de Frontex, que ce soit sur le plan logistique (apport d'équipements et de moyens) ou de fournir du personnel.
- Mener les États membres de l'UE à cesser de demander l'aide de Frontex pour les opérations frontalières et les expulsions.
- Réduire le budget de Frontex et rejeter toute proposition d'expansion.
- Dissoudre le corps permanent de Frontex
- Cesser d'embaucher de nouveaux membres de personnel de Frontex
- Réorienter les dépenses liées à la protection des frontières vers les services et les ressources destinés aux personnes en migration, les services sociaux, la protection sociale, la santé, l'éducation et la transition vers une économie à faible émission de carbone.
- ONG : quitter le Forum consultatif de Frontex

Frontex est la personnification des politiques répressives de l'UE en matière de migration et de frontières. Ces dernières années, ses pouvoirs, ses budgets et le nombre de ses employés ont rapidement augmenté. Elle peut désormais donner des conseils contraignants aux États membres pour renforcer leurs efforts de sécurité aux frontières et peut même intervenir dans leurs affaires de sécurité frontalières.

Alors que le nouveau mandat de Frontex prévoit la mise en place de son propre corps de gardes-frontières permanents et de son propre parc d'équipements, l'agence dépend néanmoins toujours des États membres de l'UE qui doivent mettre à disposition du personnel et des équipements pour mener à bien ses opérations. Il est courant que les États membres demandent aussi l'assistance de Frontex sous forme d'opérations ou autres.

LES ONG LÉGITIMANT FRONTEX

Frontex dispose d'un forum consultatif, qui "rassemble les principales Institutions européennes, les organisations internationales et de la société civile afin de conseiller l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en matière de droits fondamentaux". Au lieu de jouer un rôle sérieux dans la lutte contre le rôle de Frontex dans les violations des droits humains, ce forum sert d'outil pour légitimer l'existence même de Frontex et de ces violations, en fournissant ainsi à l'agence l'apparence de mécanismes d'approbation et de contrôle interne.

RÉGULARISER LES PERSONNES EN MIGRATION

- Création de logements sociaux, accès à l'aide sociale, à l'éducation, aux soins de santé, à l'aide juridique, à l'emploi, droit au logement et à un environnement propre accessibles à tou.te.s, quel que soit le statut d'immigration
- Investir dans les ressources et les services de soutien aux communautés de personnes en migration.
- Inverser la vague de privatisations et de démantèlements des services publics qui a accompagné le néolibéralisme et les politiques d'austérité.
- Réaffecter les bâtiments, maisons, appartements et hôtels vides pour l'hébergement des personnes sans domicile.
- Réaffecter les fonds de l'État et de l'UE aux soins de santé, à l'éducation, à la garde d'enfants, aux centres et services communautaires, soutien aux personnes ayant subi des traumatismes et nécessitant de l'assistance à la santé mentale, ainsi qu'à celles ayant été victimes de maltraitance et de violences.

Nous voulons une société où tout le monde a le droit de gagner sa vie et qui ne privilégie pas les gens en fonction de leur statut de "citoyen" ou de leur classe sociale. Il est profondément raciste et injuste de refuser aux gens un statut juridique et l'accès aux services publics et à la subsistance.

Il existe un précédent de régularisation des personnes en migration, ceci montre que les gouvernements font un choix en refusant de le faire. Entre 1996 et 2008, 24 des 27 États européens ont régularisé des personnes en migration. Mais ces régularisations sont souvent motivées par des raisons économiques, commerciales ou politiques et par le fait que l'économie européenne dépend d'une main-d'œuvre précaire, non réglementée et migrante. On ne peut séparer les politiques frontalières de l'Europe de son projet néolibéral et des années de politiques d'austérité et de privatisations.

Tout le monde devrait avoir accès au logement public, à l'aide sociale, à l'éducation, aux soins de santé, à l'aide juridique, à l'emploi et à un environnement propre, quel que soit le statut d'immigration. Personne n'est illégal.

LA GUERRE DE L'UE CONTRE LES PERSONNES EN MIGRATION

L'UE mène une guerre contre les personnes en migration et cela se retrouve au cœur de sa politique étrangère. La migration est présentée comme une menace pour la sécurité et la réponse de l'UE est de militariser la sécurité aux frontières, tant aux frontières extérieures de l'UE que dans les pays tiers.

Cette militarisation comprend :

- l'envoi de forces armées pour surveiller les frontières ;
- l'érection de clôtures de sécurité et l'installation de technologies de surveillance et de détection ;
- l'utilisation accrue de systèmes autonomes (drones) ;
- le renforcement de la police des frontières ;
- des opérations (para)militaires en Méditerranée et dans les Balkans ;
- la formation et la fourniture d'équipements aux gardes-frontières (para)militaires dans les pays tiers.

ARRÊTER TOUTES LES EXPULSIONS

- Arrêter et interdire toutes les expulsions
- Arrêter la coopération en matière d'expulsion avec les pays hors de l'UE : annuler les accords de travail et les autres accords de réadmission de Frontex, de l'UE et de ses États membres. Cesser de "présenter" les personnes en migration aux ambassades pour obtenir des documents de voyage et d'inviter des représentants d'autres pays à venir identifier les personnes en migration.
- Stopper les retours forcés. Avec le nouveau Pacte européen sur les migrations, les pays ont la possibilité de "racheter" l'acceptation de personnes en migration en effectuant des retours forcés.
- Regroupement familial pour toutes les personnes séparées par la détention et l'expulsion.
- Mettre fin à tous les "programmes de retour volontaire" qui ont été utilisés pour des expulsions forcées sous un autre nom - soit par l'intimidation, la menace d'arrestation ou de détention, et/ou en soudoyant les gens avec la promesse (souvent non tenue) d'un soutien pour construire une vie dans le pays d'origine. Trouver d'autres moyens de soutenir les personnes qui souhaitent réellement retourner volontairement dans leur pays d'origine.

Tous les États membres de l'UE expulsent les personnes en migrations qui ne sont pas autorisées à rester sur leur territoire, généralement en plaçant quelques-un.es d'entre eux/elles sur des vols réguliers ou sur des vols charters d'expulsion spécialement affrétés à cet effet. Cette mesure est souvent précédée d'une période de détention (voir "Mettre fin à la détention"). Expulser signifie renvoyer des personnes dans des situations qu'elles ont fuies, souvent les régions en guerre, répressions, les violations des droits humains, violence, faim, pauvreté, etc. Les cas de personnes renvoyées et détenues, torturées, voire assassinées à leur retour au pays d'origine sont nombreux.

Frontex joue un rôle de plus en plus important dans les expulsions à partir des pays de l'UE :

- en les aidant à organiser des vols d'expulsion nationaux ou conjoints (à partir de plusieurs pays),
- en étant à l'initiative d'expulsions (y compris en affrétant des avions, notamment en contractant des fournisseurs privés),
- en participant aux soi-disant "retours volontaires".

Frontex participe aussi à la coordination des activités des États membres liées au retour, notamment en contribuant à l'échange d'informations et peut déployer des équipes d'"experts en retour" dans les États membres. Une première "équipe permanente de retour" a été mise en place à l'aéroport de Rome Fiumicino en janvier 2021.

Les pays ne peuvent expulser des personnes que si le pays de destination les admet. Pour cela, l'UE et/ou ses États membres séparément ont conclu des "accords de réadmission" avec des pays tiers. Frontex a ses propres procédures avec plusieurs pays tiers y compris des accords sur les retours. Dans certains cas, ces accords prévoient la possibilité d'effectuer des "opérations

de collecte des retours", pour lesquelles c'est le pays de destination hors de l'UE qui fournit des avions et des agents d'escorte. Ces accords ont conduit à de nombreuses expulsions vers des régions en conflit et des régimes violant les droits humains, où des personnes ont été arrêtées, détenues, torturées et assassinées à leur arrivée.

Souvent, les personnes en migration doivent obtenir des documents de voyage valides de leur pays d'origine, (ou d'un autre état disposé à les accueillir), avant qu'une expulsion ne soit possible. Les pays de l'UE ont également invité des représentants de pays tiers, tels que les forces de sécurité du Soudan, à venir sur place afin d'identifier les personnes comme étant bien leurs ressortissantes. Cela a engendré encore plus de dangers pour ces personnes, notamment pour les opposantes politiques de régimes autoritaires, les personnes victimes de discrimination ou des personnes dans d'autres situations vulnérables, en les livrant aux autorités d'un régime qui ne manquera pas de les arrêter et de les maltraiter.

LE "RETOUR VOLONTAIRE": LA DÉPORTATION SOUS UN AUTRE NOM

Le concept de "retour volontaire" a été développé par opposition aux retours forcés (expulsions). L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en avant ce concept et est impliquée dans de nombreux projets présentés comme tels, y compris ceux financés par l'UE et/ou les États membres. Le degré de volontariat peut très souvent être mis en doute. Les autorités, parfois avec l'aide des ONG/organisations d'aide aux personnes en migration, poussent les personnes en migration à accepter les "retours volontaires" comme leur seule option, en leur présentant comme seules alternatives la détention et les expulsions et/ou en les soudoyant avec la promesse (souvent non tenue) d'un soutien pour construire une vie dans le pays d'origine. Bien sûr, les personnes en migration qui souhaitent réellement retourner dans leur pays d'origine peuvent avoir besoin d'un soutien et doivent en bénéficier, mais il faut sortir cela du contexte actuel des programmes de "retour volontaire".

METTRE FIN À LA DÉTENTION

- Fermer les centres de détention existants.
- Libérer tous les personnes en migration détenu.es
- Arrêter la construction de nouveaux centres de détention
- Empêcher les gouvernements locaux et nationaux de conclure de nouveaux contrats avec des centres de détention et des services pénitentiaires privés.
- Fermer les camps et autres installations détenant les personnes en déplacement
- Arrêter la collaboration entre la police et les services d'immigration
- Mettre fin au soutien et aux exigences de l'UE en matière de détention des personnes en migration dans les pays tiers.
- Permettre aux personnes expulsées vers leur pays d'origine, ou tout autre pays à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, de retourner dans leur famille et leur communauté.
- Mettre fin à la détention sous tout autre appellation (par exemple, la "semi-détention" aux Pays-Bas, les "centres ouverts" en Belgique).
- Mettre fin aux alternatives à la détention existantes. Par exemple, l'obligation de s'enregistrer chaque soir, les "maisons familiales" en Belgique et aux Pays-Bas, et d'autres formes de contrôle de la circulation.
- Mettre fin à la détention sur les navires, y compris le maintien des personnes en migration sur les navires pour le traitement de leur demandes d'asile et annuler les plans de détention en mer.

La détention des personnes en migration fait partie des politiques anti-immigration dans tous les États membres de l'UE. Selon le Global Detention Project, il existe plus de 200 lieux de détention de personnes en migration dans l'UE. Personne ne doit être détenu.

Outre le fait que personne ne devrait être détenu, les conditions de vie dans les centres de détention sont souvent médiocres. Cela inclut un large éventail de problèmes, notamment le surpeuplement, la détention prolongée, le comportement abusif des gardien.ne.s, le manque d'accès à l'assistance médicale et juridique, etc.

Frontex n'est pas directement impliquée dans la détention des personnes en migration. Cependant, la détention fait partie du système dans lequel Frontex joue un rôle crucial et, en tant que telle, elle est une conséquence ou une condition préalable à certaines de ses tâches. Ainsi, les personnes en migration qui sont interceptées par les opérations de Frontex finissent souvent en détention. Les expulsions, pour lesquelles Frontex joue un rôle croissant de coordination au niveau européen, sont généralement précédées d'une période de détention.

L'UE et les États membres financent et soutiennent également la détention des personnes en migration dans les pays tiers dans le cadre de leurs programmes d'externalisation des frontières. Il s'agit notamment de financer la construction de centres de détention, la formation et les services de consultance.

ARRÊTER LA SURVEILLANCE DES PERSONNES EN DÉPLACEMENT

- Cesser d'espionner les personnes en migration. Cesser de collecter et de partager les données biométriques et autres.
- Suppression des bases de données sur les migrations, effacer toutes les données collectées et annuler le projet visant à les rendre interopérables.
- Cesser l'utilisation d'équipements pour surveiller les personnes en migration et collecter des données. Interdire l'introduction de nouvelles technologies.
- Mettre fin à tous les contrats avec des entreprises privées dans le domaine de la surveillance, de la collecte et du partage des données.
- Mettre fin à la participation de Frontex à l'Association européenne pour la biométrie (EAB) et à d'autres réseaux de lobbying.
- Abolir l'agence eu-Lisa.
- Abolir le réseau EUROSUR.
- Mettre fin à la surveillance aérienne, sauf dans le seul but de sauver des vies.
- Arrêter la coopération avec les pays tiers en matière de collecte et de partage de données sur les personnes en migration ou pour des raisons de contrôle migratoire.
- Les officiers de liaison Frontex-Europol doivent cesser d'exister
- Supprimer toutes les autorités de sécurité des frontières et de police des frontières des États membres de l'UE.
- Mettre fin à la participation de Frontex à l'Association européenne pour la

L'Union européenne s'efforce de recueillir autant de données que possible (légalement) auprès des (éventuels) personnes en migration, avant, pendant et après le franchissement des frontières extérieures de l'UE. Pour ce faire, elle a créé plusieurs bases de données (biométriques), dont Eurodac, VIS (système d'information sur les visas), SIS II (système d'information Schengen), EES (système d'entrée/sortie) et ETIAS (système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages), pour lesquelles elle a dépensé plus d'un milliard d'euros jusqu'en 2020. L'UE travaille actuellement à rendre ces bases de données interopérables, pour aboutir à un portail de recherche européen et à un service partagé de correspondance biométrique.

Ces systèmes et bases de données visent à contrôler, suivre et surveiller les mouvements des personnes. Ils constituent des éléments fondamentaux des politiques de la gestion des frontières et des migrations, facilitant l'identification, l'arrêt et l'expulsion des personnes en migration. Les mêmes technologies sont également utilisées à l'inverse, par exemple en permettant aux voyageurs "légaux" enregistrés de passer rapidement et sans encombre les contrôles aux frontières. En tant que telles, elles contribuent à un système d'"apartheid frontalier", où certains peuvent facilement passer tandis que d'autres sont immédiatement repérés pour des contrôles stricts, à la suite d'évaluations généralisées de la menace fondées sur des caractéristiques biométriques et autres, sans parler de l'élément que constitue la couleur de la peau.

Ces systèmes sont également un précurseur de l'utilisation des technologies de sécurité pour contrôler la société dans son ensemble, les personnes en migration servant essentiellement de cobayes pour des mesures qui seront ensuite introduites à plus grande échelle. L'utilisation croissante de caméras, l'enregistrement de données biométriques toujours plus précises, les détecteurs de mouvements, les logiciels de reconnaissance des émotions et autres applications d'intelligence artificielle (IA) permettent de mettre en place un système de contrôle finement maillé, d'identification des risques et de subordination.

EUROSUR, le "système des systèmes" de surveillance des frontières de l'UE, permet l'échange d'images et de données en temps réel entre les États membres de l'UE grâce à un réseau de centres nationaux de coordination, coordonné par Frontex, afin de créer une "image situationnelle" des frontières extérieures de l'UE et au-delà, dans le but d'intercepter les personnes en migration. De plus en plus, les pays voisins de l'UE (en particulier ceux d'Afrique du Nord) sont invités à également fournir des informations à EUROSUR.

Frontex gère le réseau EUROSUR et l'unité centrale ETIAS. La plupart des autres bases de données sont gérées par une agence européenne distincte, eu-LISA (Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle dans le domaine de liberté, de sécurité et de justice), avec laquelle Frontex coopère étroitement. Elle a attribué de gros contrats à des sociétés spécialisées dans la biométrie, dont Sopra Steria, Accenture et Idemia. La plupart des contrats EUROSUR ont été attribués à GMV. L'organisation de lobbying European Association for Biometrics (Association européenne de biométrie, EAB) rassemble des représentants de l'industrie, des gouvernements et des universités. Plusieurs hauts responsables de Frontex sont membres de son conseil d'administration et de son conseil consultatif.

ARRÊTER LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES

- Cesser d'assimiler la sécurité à la militarisation de la société et cesser d'assimiler la migration à une menace pour la sécurité. Cesser l'utilisation d'un langage militariste, tel que "le combat" contre l'immigration irrégulière.
- Arrêtez la militarisation des frontières : pas de déploiement de personnel ni d'équipements militaires à destination de la sécurité et du contrôle des frontières.
- Cesser l'utilisation de systèmes autonomes, tels que les drones, pour la sécurité des frontières.
- Arrêtez de financer la militarisation des frontières et le complexe militaro-industriel frontalier : supprimer le Fonds de gestion intégrée des frontières, le Fonds européen de défense et le financement de la R&D (Recherche et Développement) militaire et sécuritaire. Rendre impossible le financement de la sécurité et du contrôle des frontières par le biais d'autres instruments de l'UE.
- Rejeter toute proposition d'augmentation des budgets de "sécurité" et de "défense" de l'UE.
- Arrêter l'externalisation des frontières de l'UE. Mettre fin aux accords avec les pays tiers et à leur financement pour la sécurité et le contrôle des frontières. Mettre un terme aux pressions exercées sur les pays tiers afin qu'ils renforcent la sécurité de leurs frontières et empêchent les migrations. Mettre fin aux "dialogues sur les migrations" avec les pays tiers.
- Mettre fin aux opérations de Frontex dans les pays tiers et à la coopération avec ces derniers. Annuler tous les accords avec les pays tiers, y compris les réseaux de renseignement et d'analyse des risques.
- Supprimer les officiers de liaison de Frontex et les autres présences de Frontex dans les pays tiers.
- Mettre fin à l'influence des entreprises sur la prise de décision (dans l'UE et au niveau national) par le biais de leurs lobbys. Mettre fin à l'accès privilégié de l'industrie au processus décisionnel et à Frontex. Arrêter les réunions entre Frontex et l'industrie. Annuler le budget de Frontex pour l'achat/la location d'équipements. Mettre fin aux pantouflages (revolving doors) entre l'industrie et les décideurs.
- Arrêter d'acheter et de coopérer avec les entreprises d'armement et de sécurité, y compris celles qui font la promotion de leurs biens et services comme étant "testés sur le champ de bataille".
- Mettre fin aux programmes de recherche et d'innovation de Frontex et à la coopération avec les entreprises, les universités et les instituts de recherche pour le développement de nouvelles capacités de sécurité et de contrôle des frontières.

Frontex est un acteur clé de la militarisation des frontières extérieures de l'UE. Ce processus de déploiement de personnel (para)militaire et/ou d'équipements pour la sécurité des frontières est poussé par un lobby industriel influent depuis des années. Il a pris de l'ampleur surtout depuis la soi-disant " crise des réfugiés " de 2015. L'industrie a également joué un rôle important d'accélérateur dans le processus, et ce depuis des années bien antérieures à 2015, d'expansion de Frontex lui attribuant son propre corps permanent, son propre budget pour acheter/louer des

équipements, la possibilité d'opérations dans des pays non membres de l'UE et des pouvoirs étendus tout cela en vue de forcer les États membres de l'UE à renforcer la sécurité des frontières.

Frontex entretient des liens de plus en plus étroits avec les entreprises d'armement et de sécurité, poussée par un budget d'environ 2 milliards d'euros pour l'achat/la location d'équipements sur la période 2021-2027. Ces mêmes entreprises sont également influentes dans l'élaboration des politiques migratoires et frontalières de l'UE, se positionnant comme des experts et étant chaleureusement accueillies par les institutions de l'UE, par exemple en étant invitées à participer à des organes consultatifs officiels. De cette manière, l'industrie militaire et de la sécurité ont promu un discours dans lequel la migration est présentée comme un problème de sécurité, qui doit être combattu par les produits et services que cette industrie propose. Les grandes entreprises européennes d'armement comme Airbus, Leonardo et Thales sont les principaux gagnants, tandis que l'Organisation européenne pour la sécurité (EOS) est le principal groupe de pression.

Ces mêmes grandes entreprises d'armement sont également responsables de nombreuses exportations d'armes européennes vers le reste du monde, alimentant les raisons qui poussent les gens à fuir, telles que la guerre, les conflits internes, la répression, les violations des droits humains et la pauvreté. Au cours des dernières années, l'UE a soutenu de manière de plus en plus intense la "compétitivité mondiale" et les exportations de l'industrie militaire et de sécurité européenne, faisant ainsi partie de son propre processus de militarisation par le biais du Fonds européen de défense et d'autres instruments.

À QUI PROFITE LA FORTERESSE EUROPE?

Outre les idées racistes sur le "mode de vie européen" et les illusions coloniales de grandeur lorsqu'il s'agit de décider qui "mérite" de vivre en Europe, la militarisation des frontières par l'UE a été fortement influencée par l'industrie militaire et de la sécurité. Les grandes entreprises d'armement et de technologie telles qu'Airbus, Thales, Leonardo et Indra, ainsi que les organisations de lobbying telles que l'Organisation européenne pour la sécurité (EOS), ont façonné ce discours sur la migration en tant que menace et les politiques à mettre en œuvre pour y répondre. Pour ce faire, ils ont organisé d'innombrables réunions avec des fonctionnaires de l'UE, participé à des organes consultatifs officiels de l'UE, organisé des tables rondes avec la participation de commissaires européens et publié des documents de lobbying, par exemple.

En plus d'augmenter les dépenses militaires de l'UE, par exemple avec la création du Fonds européen de défense - qui profite au complexe militaro-industriel frontalier (ce n'est pas une coïncidence puisque l'idée du Fonds était largement basée sur les recommandations d'un groupe consultatif dans lequel les entreprises d'armement et les institutions de recherche militaire jouaient un rôle de premier plan) - l'UE a financé les achats de sécurité aux frontières par les États membres de l'UE et par des pays tiers - principalement en Afrique. Et là encore, l'industrie militaire et de la sécurité est la principale bénéficiaire de ces dépenses en matière de sécurité des frontières - elle vend tout, des navires aux hélicoptères en passant par les technologies de surveillance et d'identification (biométrie).

Frontex et d'autres autorités chargées de la sécurité des frontières utilisent de plus en plus de systèmes autonomes pour la surveillance des frontières. Au cours des dernières années, l'agence a versé des dizaines de millions d'euros aux entreprises d'armement Airbus, Elbit, Israel Aerospace Industries et Leonardo pour la fourniture de services de surveillance par drone en Méditerranée. Cela inclut l'utilisation de drones dits "tueurs" qui sont présentés comme "testés sur le champ de bataille" dans les guerres et la répression.

Les opérations maritimes de Frontex visant à stopper l'immigration en Méditerranée et vers les îles Canaries vont de pair avec les efforts des États membres en matière de sécurité des frontières, les missions militaires distinctes de l'UE (l'opération Sophia et son successeur, l'opération Irini) et la pression exercée sur les pays tiers pour qu'ils agissent en tant qu'avant-postes de garde-frontières pour l'UE, arrêtant les personnes en migration avant même qu'elles n'atteignent les frontières de l'UE (ce que l'on appelle "l'externalisation des frontières"). Les efforts d'externalisation ont souvent de graves conséquences dans les pays tiers également, en légitimant et en renforçant les régimes autoritaires et leurs forces de sécurité, en sapant les économies locales (basées sur la migration) et en détournant l'aide au développement.

De nombreux instruments financiers de l'UE contribuent à la militarisation des frontières, à côté du budget propre de Frontex. Le plus important est le Fonds pour la gestion intégrée des frontières, qui vise à financer les efforts des États membres de l'UE pour renforcer la sécurité des frontières, y compris l'achat d'équipements à mettre à la disposition des opérations de Frontex. Le Fonds européen de défense et le financement de la recherche dans le cadre des programmes R&D de sept ans de l'UE (actuellement Horizon Europe) peuvent également être utilisés pour financer de nouveaux équipements de sécurité aux frontières, tandis que l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, l'instrument de pré-adhésion, la facilité européenne pour la paix et l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix peuvent tous financer les efforts de sécurité et de contrôle des frontières dans les pays tiers.

METTRE UN TERME AU RÔLE DE L'UE QUI POUSSE LES GENS À SE DÉPLACER

- Mettre fin aux exportations d'armes et aux autres formes de soutien militaire aux pays tiers.
- Mettre fin à la coopération en matière de sécurité avec les pays tiers chaque fois qu'elle risque d'entraîner une répression et des violations des droits de l'homme.
- Mettre fin aux opérations militaires dans les pays tiers ; mettre fin à la participation européenne à la "guerre contre le terrorisme" ; abolir l'OTAN et mettre fin au renforcement militaire de l'UE.
- Mettre fin aux relations commerciales inégales avec les pays tiers - y compris les accords de libre-échange. Tenir les entreprises européennes et multinationales responsables de leurs activités dans et à l'égard des pays tiers.
- Cesser l'extraction des richesses et des ressources, y compris l'accaparement des terres, dans les pays tiers.
- Prendre des mesures concrètes pour prévenir la poursuite du changement climatique et œuvrer pour la justice climatique, et non pour un capitalisme "vert".
- Assumer la responsabilité des effets de siècles de colonialisme, d'impérialisme, de violence, d'esclavage, d'exploitation, d'oppression et d'exclusion. Effectuer des réparations et démanteler l'ordre et l'infrastructure néocolonialistes actuels.

Beaucoup de personnes déménagent parce qu'elles se sentent obligées de le faire. Les raisons qui conduisent à cette décision sont souvent causées ou aggravées par les politiques et les actions menées par l'Europe occidentale et les États-Unis - historiquement et aujourd'hui.

Les exportations européennes d'armes et les autres formes de soutien aux régimes autoritaires alimentent les guerres, les conflits internes, la répression et les violations des droits de l'homme. Les opérations militaires provoquent la mort, la destruction et la déstabilisation de pays, de communautés et d'économies. Les relations commerciales inégales, l'exploitation et l'exclusion entretiennent et exacerbent la pauvreté. L'UE est l'un des principaux responsables du changement climatique à cause de son économie extractiviste et dépendante des combustibles fossiles.

L'UE, ses États membres et d'autres acteurs refusent d'en assumer la responsabilité.

RENFORCER LA SOLIDARITÉ

- Mettre fin à la criminalisation et à la répression brutales des personnes en migration.
- Arrêter le harcèlement et le maintien de l'ordre à l'encontre des communautés de personnes en migration.
- Stopper la répression d'État et de la police à l'encontre des personnes en mouvement, des communautés de personnes en migration, de la société civile et de celles et ceux qui soutiennent les personnes en mouvement.
- Libérer les navires de sauvetage de la société civile qui ont été saisis
- Mettre fin aux obstacles, à l'intimidation et à la saisie des navires de secours et respecter l'obligation d'ouvrir les ports les plus proches.

Lorsque les États ne parviennent pas à fournir des itinéraires sûrs, des abris et d'autres formes de soutien aux personnes en migration et ne parviennent pas à secourir les personnes en détresse, les ONG, les militant.e.s et d'autres acteurs interviennent et font preuve de solidarité. Dans les camps, les centres d'asile, les centres de détention et dans la rue, les personnes en déplacement se sont également organisées pour protester contre les conditions inhumaines, les détentions et les expulsions ainsi que pour demander la permission de rester, avec des perspectives d'avenir sûres et vivables.

Ces actions se heurtent souvent à la répression de l'État et de la police. Des navires SAR (de recherche et de sauvetage) ont été confisqués et les équipages ont été arrêtés, tout comme d'autres personnes soutenant les personnes en migration. Des lieux squattés pour s'abriter ont été expulsés, des soulèvements dans des centres d'asile et de détention ont été violemment réprimés, des personnes ont été placées dans des cellules d'isolement, se sont vu refuser une assistance médicale et juridique et ont été violemment expulsées.

Au fil des ans, de nombreuses personnes en migration se sont noyées dans la Méditerranée. L'Union européenne et ses États membres ont largement refusé de faire quelque chose à ce sujet, se retirant de plus en plus des opérations de recherche et de sauvetage ou les utilisant comme un faux semblant pour ce qui est en fait des opérations d'interception et/ou de coopération avec des pays tiers pour renvoyer les personnes en migration vers les pays d'où elles sont parties.

Les ONG ont comblé ce vide, étant entravées de toutes les manières possibles par les autorités frontalières. Elles font ainsi le travail que les États devraient faire : sauver des vies. Cependant, les opérations de recherche et de sauvetage menées par les États ne sont de bonnes alternatives que lorsqu'elles visent réellement à sauver des personnes et à leur offrir un avenir, au lieu de les repousser ou de les placer en détention, avec la perspective d'être expulsées. Plus encore, l'UE et ses États membres devraient modifier leurs politiques afin d'éviter de pousser des personnes désespérées à emprunter des voies migratoires dangereuses, en proposant des itinéraires sûrs pour tous et en cessant d'alimenter les raisons qui poussent les gens à fuir en premier lieu.

LA LIBERTÉ DE CIRCULATION POUR TOUS ET TOUTES

→ Garantir la liberté de circulation, de résidence et de subsistance pour tous.

L'Europe s'est construite sur une histoire de colonialisme, d'esclavagisme, d'impérialisme, d'extractivisme et d'exploitation qui se poursuit aujourd'hui.

Les frontières modernes sont des constructions coloniales et racistes, et les politiques frontalières de l'UE institutionnalisent cette violence, cette injustice et cette inégalité. L'UE n'a pas le droit d'arrêter les gens à ses frontières et personne ne devrait être illégal.

Les politiques anti-immigration de l'Europe, en particulier la militarisation des frontières, ont entraîné une augmentation de la violence et des risques pour les personnes en migration. Elles sont contraintes d'emprunter des routes migratoires plus dangereuses et tombent entre les mains de trafiquants et de réseaux de passeurs sans scrupules, qui ont souvent pris le relais là où les populations locales qui aidaient les personnes en migration dans leur périple ont été chassées du travail par une sévère répression. Ainsi, l'UE crée elle-même le marché de la traite et du trafic qu'elle prétend combattre.

METTRE FIN AU RÉGIME FRONTALIER DE L'UE

NOS REVENDICATIONS

- Abolir Frontex
- Régulariser les personnes en migration
- Arrêter toutes les expulsions
- Mettre fin à la détention
- Arrêter la militarisation des frontières (et le complexe militaro-industriel frontalier)
- Arrêter la surveillance des personnes en déplacement
- Renforcer la solidarité
- Mettre un terme au rôle de l'UE qui pousse les gens à se déplacer
- Liberté de circulation pour toutes et tous
- Stop au régime frontalier de l'UE

L'objectif de AbolissonsFrontex #AbolishFrontex n'est pas de réformer ou d'améliorer Frontex, ni de la remplacer par d'autres structures qui seraient analogues. Il s'agit plutôt de cibler les politiques et le système qui maintiennent Frontex en place. Nous nous mettons en action en vue d'un démantèlement de ce complexe militaro-industriel frontalier et de la mise en place d'une société dans laquelle les gens jouissent de la liberté de se déplacer et de vivre.